

REVUE DES MARCHÉS PUBLICS

Magazine d'information de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics N° 004 du mois d'Août 2010 - Prix 2000 F.CFA

LES MARCHÉS PUBLICS DE LA FÊTE DU CINQUANTENAIRE DU CONGO



- MARCHÉS PUBLICS DE LA FÊTE DU CINQUANTENAIRE
- FORMATIONS ET APPUIS TECHNIQUES
- LA NOTION DE RÉGIE EN DROIT POSITIF CONGOLAIS



SOCIÉTÉ OKONGO MARCEL

SOM



Commerce Général
Bâtiment

Fournitures de Bureau

Matériel de Télécommunication

NOS REALISATIONS



CHANTIER A POINTE-NOIRE



HOTEL DE LA PREFECTURE D'IMPFONDO



CHANTIER A OWANDO



HOTEL DE LA PREFECTURE D'OWANDO



CHANTIER OWANDO FINI DDP

B.P. 2745
142, av. de la Tsiémé
Brazzaville - Congo

Tél. : (242) 282 22 86
282 22 87
282 62 00
E-mail : sombaticom@yahoo.fr



Sommaire

Revue des Marchés PUBLICS

Editée par la Direction
Générale de l'ARMP

Directrice de Publication

Annick Patricia MONGO

Editorial :

Annick Patricia MONGO
D.G de l'ARMP

Comité de Rédaction :

Annick Patricia MONGO
Bernard OLLOY
Lucien ELENGA
Armel IBARA KOUMOU
Franck OKOOU

Mise en Page & Graphisme

Arnauld NGATSE ANGAS

Editorial

..... page 5

Dossier : Marchés Publics de la fête du
Cinquantenaire

La cellule de gestion des marchés publics du
Comité du cinquantenaire

... pages 6 à 7

L'Hymne du Cinquantenaire

... pages 8

Le gré à gré et la fête du cinquantenaire

... pages 9 à 11

Dossier : Formations et Appuis techniques

Formation AFD

... pages 13 à 14

Formation au Ministère de la Justice

... pages 15

Formation du secteur privé

..... page 17

La bande dessinée

..... page 20

Notion de Régie en droit Congolais

... pages 21 à 22

Le système Congolais de passation de Marchés
Publics 50 ans après l'indépendance

..... page 23-25

Le Ministère de la Construction, de l'Urbanisme
et l'Habitat, Maître d'ouvrage délégué ou Maître
d'oeuvre

..... pages 26 à 27

Les travaux de la Fête de l'indépendance ...

..... pages 28 à 29

Ouverture de plis au Ministère de la Recherche
Scientifique

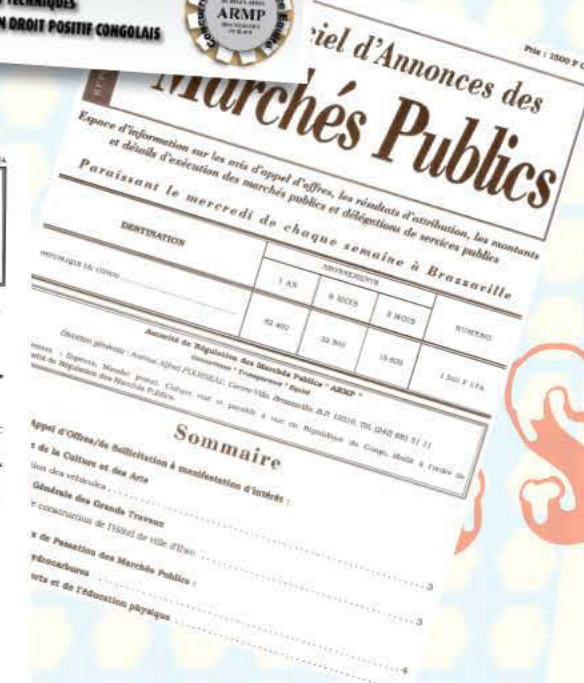
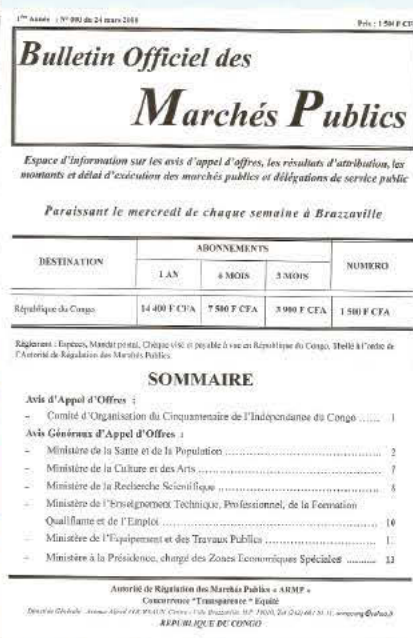
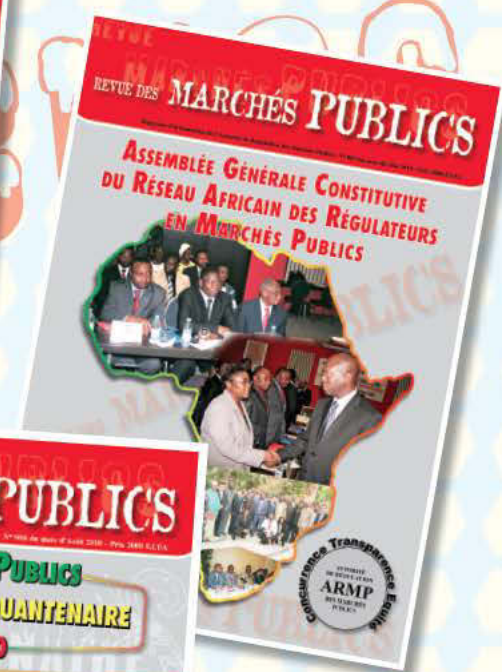
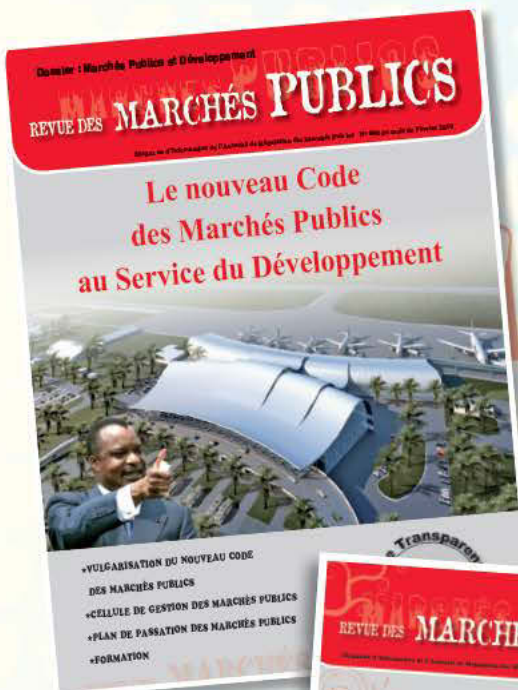
..... pages 30

Les statistiques des marchés

..... pages 31-34

Sommaire

Instruments essentiels de l'actualité des marchés publics **Revue des Marchés Publics** **Bulletin d'annonces des Marchés Publics**



MARCHÉS

Editorial

Maître Annick Patricia MONGO
**Directrice Générale de l'Autorité de Régulation
des Marchés Publics ARMP**



Respect des procédures de passation des marchés pour les marchés publics liés à la fête du cinquantenaire !
Félicitations au Comité d'organisation du Cinquantenaire et à la Délégation Générale des Grands Travaux !

La mise en place de tous les organes intervenants dans le processus de passation des marchés datent de décembre 2009.

C'est à ce moment là que les premières cellules de gestion des marchés publics (CGMP) ont commencé à être mises en place, et ce progressivement jusqu'à ce jour. Mais déjà dès février 2010, le Secrétariat Général du comité d'organisation du cinquantenaire de l'Indépendance se rapprochait de l'Autorité de Régulation des Marchés publics pour un appui technique relatif à la création de sa CGMP, au montage des différents dossiers d'appel d'offres et à la publication des avis d'appel d'offres dans le bulletin officiel d'annonces des Marchés Publics.

Sept dossiers d'appel d'offres, concernant le logo du cinquantenaire, mobiliers de bureau, les pagnes, tee shirts, casquettes, polos ainsi que l'hymne du cinquantenaire ont été élaborés. Félicitations au Comité d'organisation du cinquantenaire de l'Indépendance !

Cet élan spontané d'application des règles de mise en concurrence a, dans un premier temps désarçonné certains opérateurs économiques habitués à négocier les marchés de gré à gré, mais ensuite a créé un engouement sans précédent à tel point que certaines séances d'ouverture des plis, se sont transformées en véritables cérémonies officielles, avec discours du Secrétaire Général en présence de nombreuses personnalités membres du comité, et surtout des soumissionnaires.

Et c'est comme cela que l'on change les mentalités !

Félicitations également à la Délégation Générale des Grands Travaux qui, vu l'urgence et conformément aux dispositions du nouveau code des marchés publics, a obtenu les autorisations spéciales pour passer plusieurs marchés de gré à gré et rendre la ville propre.

Ces marchés ont pour objet le curage des collecteurs de Madoukou, mfoa et tsiémé, la reprise des avenues dégradées et la réhabilitation des voiries fortement dégradées, la réhabilitation de l'électrification de la villeetc

Quoique l'on dise, l'appropriation de la nouvelle réforme sur les marchés publics est en marche !

Bonne fête du Cinquantenaire à tous !

LA CELLULE DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DU COMITÉ D'ORGANISATION DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE : UNE DES PIONNIÈRES DU NOUVEAU SYSTÈME DE PASSATION !

Placée sous la haute autorité du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, la cellule de gestion des marchés du comité d'organisation du cinquantenaire de l'indépendance est depuis plusieurs mois à pieds d'œuvre pour garantir le succès total de la fête du cinquantenaire. En effet, du 05 février au 20 mai 2010 elle a lancé conformément aux nouvelles règles de passation des marchés publics, sept (07) dossiers de soumission comportant chacun plusieurs lots susceptibles de donner lieu à un contrat distinct. Il s'agit notamment des marchés suivants :

- Avis d'appel d'offres n° AON 001- COCDRC/ 2010 émis le 05 février 2010 pour l'acquisition du mobilier de bureau et matériel informatique ;
- Avis à manifestation d'intérêt n° AMI 002- COCDRC/ 2010 émis le 05 février 2010 pour la réalisation du logo du cinquantenaire ;

- Avis d'appel d'offres n° AON004- COCDRC/ 2010 émis le 22 mars pour l'acquisition des casquettes, tee-shirt et polo publicitaires ;
- Avis d'appel d'offres n° AON005- COCDRC/ 2010 émis le 31 mars pour l'acquisition des casquettes, tee-shirt et polo publicitaires (additif) ;
- Avis d'appel d'offres n° AON006- COCDRC/ 2010 émis le 31 mars pour l'acquisition de pagnes sur fond de logo du cinquantenaire de l'indépendance (additif) ;
- Avis à manifestation d'intérêt n° AMI 002- COCDRC/ 2010 émis 20 mai 2010 pour la réalisation de l'hymne du cinquantenaire de l'indépendance du Congo ;



- Avis d'appel d'offres n° AON003- COCDRC/ 2010 émis le 11 mars pour l'acquisition de pagnes sur fond de logo du cinquantenaire de l'indépendance, lot 1 Itarget, lot 2 Real Wax, lot 3 Super soso java et lot 4 fanci ;



CONGO CINQUANTENAIRE

Texte et Musique: André Patient BOKIBA

1. Ce jour - là, quin- ze août, l'an mil neuf cent soi- xante, vint un jour le Con- go, na- tion in- dé- pen- dante. Du bas- sin du Con- go aux eaux bleues de la mer, le Con- go, hé- ri- ta- ge sa- cré de nos pères !

Refrain
- Congo- lais, con- go- laises, tai- sons nos di- ver- gences en l'an cin- quan- te de notre in- dé- pendance. L'a- ve- nir ou- vert aux gé- né- ra- tions nou- velles, Cé- lé- brons dans la paix le Con- go é- ter- nel !

2. Congo, tu soutiens le combat de Mandéla,
Pour la liberté, tu épaulas l'Angola.
En Afrique centrale, par de- là tes frontières,
Tu cultives la paix pour un foyer prospère.

3. Sur la scène du monde, sur la terre d'Afrique,
Proclamons notre espoir d'un futur pacifique.
Portons tous à la face de l'humanité
Nos vrais rêves: justice et solidarité.

Après le lancement de ces différents dossiers, la CGMP du Comité d'organisation du cinquantième de l'indépendance s'est attelée aux séances de dépouillements et d'évaluation des offres. La première cérémonie d'ouverture des offres a été rehaussée par la présence de Monsieur le Ministre Secrétaire général de la Présidence, Secrétaire général du comité, ainsi que les responsables des marchés de cette cellule.

Toutefois, il faut signaler qu'après l'attribution du marché relatif à la réalisation du logo du cinquantième, le Président de la République du Congo, Son Excellence, Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, avait procédé à la présentation officielle de ce logo, qui aujourd'hui, est connu de tous les congolais.

A vrai dire, la présence du chef de l'Etat à cette grandiose cérémonie, donne sans nul doute, une nouvelle impulsion dans les marchés publics qui, jadis considérés comme l'un des secteurs mettant à mal l'économie congolaise. Dès lors, on comprend que le Président de la République, premier dépositaire du pouvoir réglementaire, en procédant courageusement à la réforme des marchés

publics, stimulait par là même les acteurs du secteur privé à la concurrence et à l'excellence.

Par ailleurs, il faut avouer que, grâce au savoir-faire des membres de cette cellule de gestion des marchés publics, qui appliquent sans relâche les nouvelles procédures de passation, les congolais vont célébrer le cinquantième de l'indépendance dans une atmosphère exceptionnelle. Comme on le sait, les pagnes sur fond du logo, les tee-shirts, les casquettes et les polos publicitaires ont été acquis dans la transparence, l'égalité et la concurrence.

S'agissant de la réalisation de l'hymne du cinquantième, l'appel à concurrence lancé, a donné lieu à un marché distinct. En effet, parmi les candidats ayant soumissionné, figurait Monsieur André P. BOKIBA qui, après évaluation, était l'attributaire de ce marché.

En définitive, il faut avouer que la cellule de gestion des marchés publics du comité d'organisation du cinquantième, est une des pionnières du nouveau système de passation des marchés.

Armel IBARA KOUMOU DZO



Le Président de la République dévoilant le logo du cinquantième



Échantillons des pagnes présentés par les membres de la CGMP du Comité préparatoire du cinquantième

L'HYMNE DU CINQUANTENAIRE

Ce jour-là, quinze Août l'an mil neuf cent soixante, vint un jour le Congo, nation Indépendante.

Du bassin du Congo aux eaux bleues de la mer, le Congo, héritage sacré de nos pères !

*Congolais, Congolaises, taisons nos divergences, l'an cinquante de notre Indépendance,
l'avenir ouvert aux générations nouvelles, célébrons dans la paix le Congo éternel !*

Congo, tu soutiens le combat de Mandela, pour la liberté, tu épaulas l'Angola.

En Afrique Centrale, par de-là tes frontières, tu cultives la paix pour un foyer Prosper.

Sur la scène du monde, sur la terre d'Afrique, proclamons notre espoir d'un futur pacifique.

Portons tous à la face de l'humanité nos vrais rêves ; Justice et Solidarité.

CONGO CINQUANTENAIRE

Texte et Musique: André Patient BOKIBA

The musical score is written on a single staff with a treble clef, a key signature of one sharp (F#), and a 2/4 time signature. The melody is simple and rhythmic, consisting of eighth and quarter notes. The lyrics are written below the staff, aligned with the notes. The score includes a main melody and a refrain marked with a 'f' (forte) dynamic. The lyrics are in French and celebrate the 50th anniversary of the Congo's independence.

1. Ce jour - là, quin- ze août, l'an mil neuf cent soi - xante, vint un jour le Cor
go, na - tion in --- dé - pen - dante. Du bas - sin du Con - go aux eaux bleues de la
mer, le Con - go, hé -- ri -- ta --- ge sa - cré de nos pères !

Refrain *f*
Gon-go-lais, con-go-laises, tai - sons nos di - ver-gences en l'an cin - quan-
te de notre in -- dé - pendance. L'a - ve - nir ou - vert aux gé - né -- ra --- tions nou-
velles, Cé - lé-brons dans la paix le Con-go é -- ter. -- nel !

2. Congo, tu soutins le combat de Mandéla,
Pour la liberté, tu épaulas l'Angola.
En Afrique centrale, par de-là tes frontières,
Tu cultives la paix pour un foyer prospère.

3. Sur la scène du monde, sur la terre d'Afrique,
Proclamons notre espoir d'un futur pacifique.
Portons tous à la face de l'humanité
Nos vrais rêves: justice et solidarité.

LE GRÉ À GRÉ ET LA FÊTE DU CINQUANTENAIRE DE L'INDÉPENDANCE

Aux termes de l'article 71 du nouveau code des marchés publics, un marché est de gré à gré ou par entente directe lorsqu'il est passé sans appel d'offres, après autorisation spéciale de la Direction générale du contrôle des marchés publics compétente. Ainsi défini, le gré à gré est, dans le nouveau système de passation des marchés, une procédure exceptionnelle. En effet, l'article 72 du même code dispose : « Il ne peut être passé de gré à gré que dans l'un des cas limitatifs suivants :

- lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ;
- lorsque le marché ne peut être confié qu'à un prestataire déterminé pour les raisons techniques et artistiques ;
- dans les cas d'extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ;
- dans les cas d'urgence impérieuse motivée par des circonstances de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans la procédure d'appel d'offres, nécessitant une intervention immédiate et lorsque le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ;
- lorsqu'il s'agit des marchés spéciaux définis aux articles 75 et suivants du présent décret ».

Prises aux pieds de la lettre, les dispositions de cet article font du gré à gré un mode de passation exceptionnel des marchés. Autrement dit, les marchés de gré à gré doivent être motivés par une urgence impérieuse constatée par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué, et appréciée par la Direction générale du contrôle des marchés publics.



Curage de la rivière Madoukou



Pont sur Madoukou

C'est dans ce contexte que la Délégation générale des grands travaux a obtenu de la cette autorité compétente, ce, conformément à l'article 74 du même code, l'autorisation spéciale de passer les marchés de gré à gré, suivants :

- Curage des collecteurs Madoukou, Mfoa, tsiémé et Nid de poule ;
- Travaux des routes défectueuses (rue des martyrs, Av. maya-maya, Av. Miadeka) ;
- Pont sur Madoukou ;
- Av. de la gare PV et collecteur zone CFAO ;
- Av. Nelson Mandela, Av. Albert (entrée Beach), Av. Charles de Gaulle.
- Réhabilitation de l'électrification de Brazzaville.

Comme on peut le comprendre, l'urgence en l'espèce s'explique par l'envergure des travaux de l'assainissement de la ville de Brazzaville à l'orée du cinquantenaire de l'indépendance de la République du Congo. En effet, la fête du cinquantenaire de l'indépendance est dans la mémoire collective, une cérémonie grandiose.



Avenue des trois martyrs

Pour les Esprits trop légalistes, le recours à la procédure de gré à gré dans ces circonstances pourrait transparaître une sorte d'illégalité, c'est-à-dire une entorse à la réglementation des marchés publics. Or, l'on sait que la célébration du cinquantenaire de l'indépendance exige sans nul doute, l'exécution des travaux d'urgence. Au-delà de l'urgence, l'exécution de ces marchés bien que dits de gré à gré, fait redorer le blason de notre ville capitale.



Vue des Chantiers



Dès lors, on comprend aisément que, vu l'urgence telle que constatée et bien motivée, passer les marchés en cause par la procédure d'appel d'offres dont le délai n'est pas inférieur à trois mois, serait s'engager dans la voie de l'échec, car la célébration du cinquantenaire

de l'indépendance du Congo comporte des enjeux importants. En définitive, notons que le droit des marchés publics est gouverné tantôt par le bon sens, tantôt par la bonne pratique.

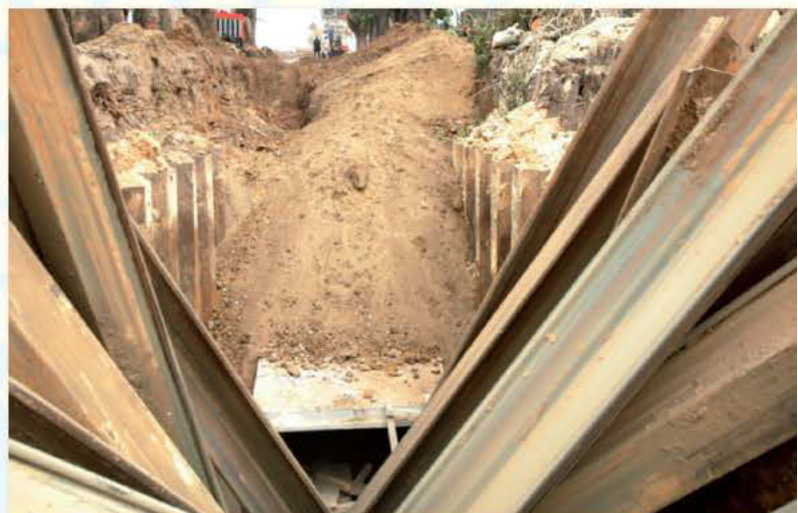
Armel IBARA KOUMOU DZO

Revue des Marchés Publics n°004

QUELQUES CHANTIERS DU CINQUANTENAIRE



**Une vue des Travaux
de l'avenue du Beach**



**Le connecteur d'eau
de l'avenue du Beach**



**Avenue des trois martyrs
(rond point Moungali)**



Avenue Nelson Mandela



Avenue de la poste



Bitumage du rond point Moungali



La Direction Générale du Trésor est l'organe technique chargé d'exécuter le budget de l'Etat. Elle recouvre les recettes, paye les dépenses, en retrace les mouvements au moyen des comptes et rend compte.

A l'heure des grands enjeux de la modernisation de l'économie et de la mondialisation, la mobilisation de la trésorerie et sa rigoureuse gestion deviennent plus qu'essentiels. Aussi, pour ne pas être en marge des développements techniques, la Direction Générale du Trésor a engagé, conformément aux exigences du chemin d'avenir, des réformes nécessaires pour l'exécution de ses missions.

Dans ce cadre, elle prend activement part aux réformes sous-régionales et régionales en matière de comptabilité.

Le système de gros montants automatisés (SYGMA) et le système de télé compensation en Afrique



Albert N'GONDO
Directeur Général du Trésor

Centrale (SYSTAC) sont devenus opérationnels.

Afin de participer au marché financier, la formation nécessaire a été assurée aux cadres de la Direction Générale du Trésor.

Au plan interne, les réformes liées à l'informatisation des services du trésor ont été engagées (chaîne de dépense et chaîne de recette). Les principaux postes comptables sont entrain d'être inter connectés par liaison V-SAT permettant ainsi un contrôle et une transmission des données en temps réel. Toutes ces applications permettront l'automatisation des opérations comptables.

Une étude au passage à la monétique est en cours.

Tous ces changements concourent à la bonne gouvernance, à l'amélioration du service public, gage d'un développement harmonieux et de la réussite de notre programme avec les institutions de Bretton Woods.

FORMATION AVEC L'APPUI DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Le 19 juillet 2010, a débuté, à l'école des cadres de chemin de fer à M'pila à Brazzaville, la formation des cellules de Gestion des marchés publics avec l'appui de l'Agence Française de Développement (AFD).

Depuis le mois de février 2010, l'Autorité de régulation des marchés publics à travers sa Direction générale, soucieuse de l'handicap que constitue la prise en charge des frais logistiques pour la mise en œuvre des formations, s'est adressée aux bailleurs de fonds, pour le financement des formations. Trois institutions ont été consultées à savoir, la Banque mondiale, l'Union européenne et l'Agence Française de Développement (AFD). Alors que les deux premières institutions ont donné leur accord pour la mise à disposition des consultants internationaux, l'AFD a accepté la prise en charge des frais logistiques pour la formation.

des Cellules de gestion des marchés publics des institutions concernées, d'être en mesure de conduire le processus de passation des marchés de fournitures et de services courants, de travaux et de prestations intellectuelles, de la phase d'élaboration du Dossier d'appel d'offres à celle de l'exécution et de suivi du contrat.

De manière spécifique il s'agit pour les participants de :

maîtriser les techniques et méthodes d'élaboration des dossiers d'appel d'offres ;
maîtriser le processus de réception, d'ouverture et d'évaluation des offres ;
Préparer et négocier un contrat ;
Maîtriser le processus de suivi de l'exécution des marchés.

Montage du dossier d'appel d'offres et de demande de propositions

De façon générale le premier module est axé sur la préparation



des Dossiers d'Appels d'Offres et les Demandes de Propositions, sur la base des Dossiers types d'appel d'offres et des éléments techniques reçus des services compétents ou bénéficiaires.

CONTENU DE LA FORMATION

Les formations sont organisées à travers 3 modules de 5 jours chacun, soit un total de 15 jours, repartis comme suit :

Module 1 :
Préparation des dossiers d'appel d'offres et de demandes de propositions ;

Module 2 :
Ouverture des plis et évaluation des offres ;

Module 3 : Exécution des marchés.

La formation sur ce module permet d'approfondir la compréhension du montage dossier d'appel d'offres à travers les éléments suivants :

- (i) la maîtrise des instructions aux candidats ;
- (ii) la préparation des données particulières de l'appel d'offres ;
- (iii) la mise à jour des tableaux des prescriptions techniques et des termes de références ;
- (iv) la maîtrise des cahiers des clauses administratives générales ainsi que la mise à jour des cahiers des clauses administratives particulières.

OBJECTIFS :

Cette formation a pour objectif de permettre aux membres



Ouverture des plis et évaluation des offres.

Le second module a porté sur les points suivants : (i) les mécanismes d'ouverture des plis et la rédaction du rapport d'ouverture des plis ; (ii) l'utilisation des grilles d'évaluation des offres, les formulaires d'évaluation ainsi que la rédaction du rapport d'évaluation des offres et des propositions techniques et financières.

Suivi de l'exécution des marchés.

Le dernier module a permis aux participants de maîtriser les aspects liés: (i) à la préparation des projets de contrats ; (ii) aux méthodes de classement des dossiers des marchés ; (iii) au suivi administratif des contrats à travers la mise à jour du registre des contrats et (iv) au paiement des décomptes des marchés.

LES CIBLES

La formation qui se déroule simultanément à Brazzaville et à Pointe-Noire vise le renforcement des capacités de 90 cadres, membres de cellules de gestion des marchés publics des institutions ci-après :

Pour Brazzaville

Ministère des transports et de l'aviation civile, chargé de la Marine marchande.

Ministère du Développement Durable, de l'Economie Forestière et de l'Environnement.

Ministère de l'Enseignement Technique, Professionnel, de la Formation Qualifiante et de l'Emploi.

Port autonome de Brazzaville

Agence nationale de l'aviation civile (ANAC)

Centre hospitalier et universitaire (CHU)

Pour Pointe-Noire

Chemin de fer Congo Océan (CFCO)

Service national de reboisement (SNR)

Marine marchande

Les participants sont organisés par groupe d'environ trente (30) personnes. Ainsi, au niveau de Brazzaville, 2 groupes sont constitués, et à Pointe-Noire, un seul groupe d'environ 32 personnes sera mis en place.

Ces formations sont animées par :
Arsène FOUAKAFOUENI : Spécialiste en passation des marchés, expert banque mondiale ;
Calixte COLIARDO : Spécialiste en passation des marchés, expert banque mondiale ;
Bernard OLLOY, Spécialiste en passation des marchés, Directeur de la formation et des appuis

techniques de l'ARMP ;

André MBOSSA, Spécialiste en passation des marchés de la CGMP de la délégation générale des grands travaux ;

André KIHOUASSAMO : Spécialiste en passation des marchés ;

La formation qui a débuté à Brazzaville le 19 juillet s'achève



le 06 août 2010, tandis que les modules de Pointe-Noire ont commencé le 26 juillet et s'achève le 13 août 2010.

A la fin de la formation, deux consultants à temps plein seront mis à la disposition des CGMP formées afin de les appuyer dans le processus de gestion de leurs marchés publics, pour une période de deux mois, à la charge de l'AFD.



DOSSIER : FORMATIONS ET APPUIS TECHNIQUES

FORMATION DES CADRES DE LA CGMP DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS HUMAINS

Du lundi 19 au vendredi 23 juillet 2010 a eu lieu au siège du Ministère de la Justice et des droits humains, une formation pratique assortie d'un appui technique sur l'élaboration des dossiers d'appel d'offres et de demande de propositions.

A l'issue de la publication de l'Avis général de passation des marchés de cette institution dans le bulletin des marchés publics de l'ARMP,



Le DEP en compagnie du Chef de bureau des appuis techniques de l'ARMP lors de la formation.

le Directeur des Etudes et de la Planification a sollicité et obtenu de la direction générale de l'ARMP une formation à l'intention des membres de la CGMP.

La formation avait visé un double objectif. Il s'agissait d'abord de faire maîtriser par les participants le contenu du dossier type d'appel d'offres ainsi que la méthodologie de préparation du DAO et amener les participants à préparer les dossiers d'appel d'offres en instance dans leur plan de passation des marchés.

Déroulement de la formation.

La formation s'est déroulée en deux phases. La première, a consisté à informer les membres

de la CGMP sur les dispositions générales de la réglementation congolaise relatives aux marchés publics.

A cet effet, les aspects liés au champ d'application du Code des marchés publics, les types de marchés ; les organes intervenant dans les marchés publics et la gestion des marchés ont été passés en revue.

La deuxième phase, assortie d'un cas pratique a permis aux membres de la CGMP de se familiariser avec la méthodologie de montage des dossiers d'appel d'offres.

Ce cas pratique, préparé à partir d'un marché extrait du plan de passation des marchés dudit Ministère a permis aux participants d'élaborer leur premier DAO.

A l'issue des deux phases, le directeur de la formation et des appuis techniques assisté du chef de bureau des appuis techniques de l'ARMP, a fait un appui technique sur le montage des DAO.

A la fin de la séance, tous les Dao inscrits au plan de passation des marchés ont été préparés et il reste donc à les publier.



Avec la BCH, être propriétaire... c'est possible !



Réalisons ensemble votre rêve !

Avenue Amilcar Cabral - BP 987
Brazzaville, République du Congo
Tél.: +242 281 2588 / Fax : +242 281 3356



Un vrai partenaire

FORMATION À L'ENDROIT DU SECTEUR PRIVÉ



La Directrice Générale de l'ARMP lors de son allocution d'ouverture

L'Autorité de régulation des marchés publics a organisé conjointement avec la Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Métiers du Congo, une formation portant sur **la préparation des dossiers de soumission**, à l'endroit des acteurs du secteur privé.

En effet, face à la demande croissante exprimée par les entreprises du secteur privé qui et face aux énormes difficultés par elles rencontrées, à préparer les offres en conformité avec la nouvelle réglementation, l'ARMP a, du 20 au 22 juillet 2010 organisé une formation spéciale sur le thème sus-indiqué. L'objectif de cette formation était d'amener les opérateurs économiques œuvrant dans les marchés publics, à mieux assimiler les nouvelles procédures de passation et d'exécution des marchés publics.

D'ailleurs, c'est dans ce contexte que la Directrice générale de l'Autorité de régulation des marchés publics, **Maître Annick Patricia MONGO** a situé le mot d'ouverture de cet atelier de formation.

Après l'introduction générale au nouveau code des marchés publics, par monsieur Wilfrid BITSY, Directeur de la réglementation et affaires juridiques à l'ARMP, les participants ont été éduqués sur la **soumission** proprement dite.

Comment soumissionner ?

A cette question fondamentale, Monsieur Stanys BUJAKERA, Assistant technique auprès de l'Autorité de régulation des marchés publics, a déroulé avec une éloquence particulière les aspects liés aux dossiers de soumissions.

En règle générale, le soumissionnaire devrait :

1-Connaître le cadre juridique réglementant les marchés publics

Par cadre juridique, il faut entendre les textes régissant l'accès à la commande publique. En d'autres termes, le soumissionnaire, doit s'assurer de ses droits et obligations définis généralement dans le code (article 53 et suivants du code des marchés publics).

Outre le code qui est la source principale du droit des marchés publics, le soumissionnaire devrait également s'imprégner du contenu des dossiers types élaborés et diffusés par l'Autorité de régulation des marchés publics.

A vrai dire, il s'agit des conditions administratives exigées par les textes régissant les marchés publics. Ses textes peuvent exiger des soumissionnaires les documents ci après : patente, NIU, cotisations sociales..... etc

2-Acquérir ou acheter le dossier d'appel à concurrence

Connaissant le cadre juridique régissant les marchés publics, le soumissionnaire devrait, pour la préparation de son offre, acheter le cas échéant un dossier de soumission auprès du maître d'ouvrage et/ou du maître d'ouvrage délégué. Ici, il n'est pas interdit que les données particulières d'appel d'offres précisent que le dossier doit être acquis contre récépissé dûment signé de la personne responsable du marché.

3-Mettre à jour les formulaires de soumission du DAO

Ici, le soumissionnaire, devrait remplir conformément aux exigences du dossier d'appel d'offres, les formulaires à lui réservés. Il s'agit notamment des formulaires de soumissions suivantes :

- le formulaire de renseignements du candidat ;
- le formulaire de renseignements sur les membres du groupement ;
- la lettre de soumission de l'offre ;
- le bordereau des prix ;
- le formulaire du calendrier de réalisation des services connexes ;
- le modèle de garantie de l'offre, émis par un organisme financier ;
- le modèle d'autorisation du fabricant, le cas échéant ;
- le modèle d'engagement à respecter les conventions internationales ratifiées par le Congo en matière de corruption.

Comme on peut le constater, la lettre de soumission est d'une importance capitale. En effet son omission entraîne ipso facto le rejet de l'offre. Par conséquent, le soumissionnaire est considéré comme ne faisant pas partie à la concurrence.

Les bordereaux des prix devraient répondre au principe du budget déterminé afin que le soumissionnaire soit déclaré le moins disant.

La garantie de l'offre permet au maître d'ouvrage d'expurger de la course, les soumissionnaires fantaisistes. C'est ici également que le maître d'ouvrage se rassure de la capacité financière du soumissionnaire. Cependant, le soumissionnaire est dispensé de cette obligation quand il s'agit des marchés de fournitures simples et ou des prestations intellectuelles.



Vue des participants

En somme, notons que l'Autorité de Régulation des Marchés Publics, a, à l'orée du cinquantenaire de l'indépendance du Congo œuvré sans répit à renforcer les capacités techniques et opérationnelles de tous les acteurs (secteur public et

secteur privé) intervenant dans la commande publique. Ce faisant, la bonne gouvernance, ne sera pas un simple slogan !

Armel IBARA KOUMOU DZO



Vue des participants



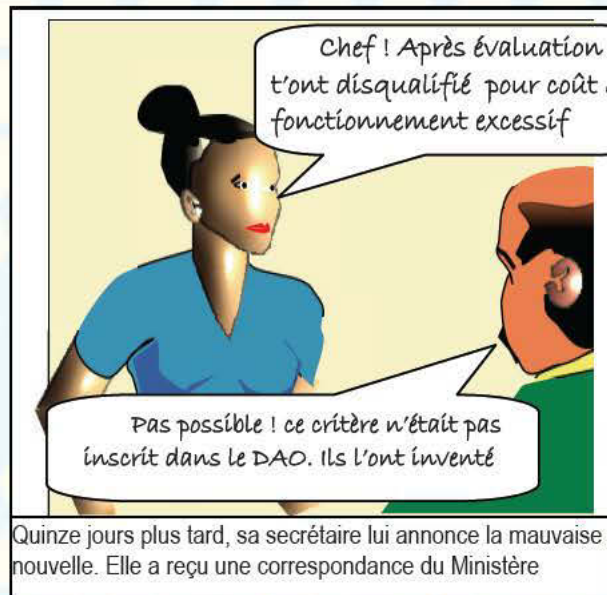
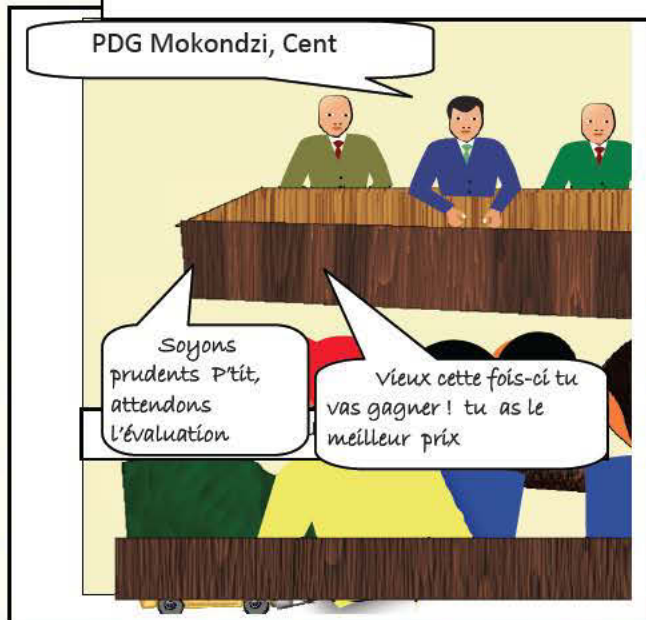
D.G ARMP entourée du Vice-Président de la chambre de commerce de Brazzaville, le S.G de cette institution et du directeur de la formation à l'ARMP



De gauche à droite, le Directeur Juridique ARMP, le Vice-Président de la Chambre de Commerce, l'Assistant Technique ARMP et le Directeur des Statistiques et de la Documentation ARMP

LES AVENTURES DE PDG MOKONDZI et de P'TIT BEN

Après avoir bénéficié d'une formation sur la préparation des offres organisée par l'ARMP en partenariat avec la Chambre de Commerce, PDG Mokondzi soumissionne pour un marché de livraison des motopompes



LA NOTION DE REGIE EN DROIT POSITIF CONGOLAIS

La modification des méthodes de passation des marchés publics par les maîtres d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué qui préalablement inscrites dans le plan de passation des marchés publics, suscite parfois un scepticisme à l'endroit des organes chargés du contrôle du processus de passation et d'exécution des marchés publics.

L'exécution d'une activité peut être par nature inadéquate avec la procédure initialement choisie ou encore parce que disposant des compétences internes appropriées pour la réalisation des études, la première procédure choisie peut s'avérer inopportune. Cette pratique qui présente sans doute un intérêt pour la réalisation de ce à quoi l'entité porteuse de besoin (le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué) s'attèle mérite d'être précisée au regard des différents paramètres possibles dont ce dernier dispose pour la réalisation de son ou ces projets.

Il convient donc de distinguer l'exécution d'une activité en régie ou la régie administrative d'un marché public (A), de la mise en régie d'un marché public (B) et d'un marché comportant les prestations exécutées en régie (C).

A- L'exécution en régie ou régie administrative et le marché public.

Il sied avant tout de rappeler que tous les projets inscrits au budget d'investissement ou les besoins exprimés dans celui de fonctionnement ne sont pas nécessairement des marchés publics.

L'exécution d'une activité ou d'une opération administrative en régie (réalisation du projet ou du besoin) est **une des fonctions** régaliennes et traditionnelles d'un service public. **Elle consiste en l'exécution par une personne publique d'une mission de service public par ses propres moyens (en personnel ou en matériel).** Lorsqu'il n'en dispose pas ou n'en dispose pas assez en interne, s'impose à lui l'obligation de faire intervenir un tiers à titre onéreux par le biais d'une convention ou contrat (voir article 2 alinéa 21 du code des marchés publics), juger techniquement apte à satisfaire ce à quoi la personne publique a besoin (par ex. réalisation d'un ouvrage, fourniture d'un bien ou un service ou une réflexion) ;

dans ce dernier cas, on est dans l'hypothèse de délégation de service public ou de marché public.

L'exécution en régie résulte donc de la nature purement administrative de certaines opérations ou activités ou lorsque la personne publique dispose des compétences similaires en internes (par exemple l'acquisition d'un terrain, l'étude technique pour la construction des centres d'écoute de proximité, l'étude sur le statut de la veuve et de l'orphelin,...). Il s'agit là de la régie dite administrative.

Ainsi, la régie administrative (exécution en régie d'une opération) s'oppose au concept de délégation de service public et de marché public incluant une relation contractuelle. Dans ce cadre, la collectivité compétente assure avec son propre personnel la gestion du service. Elle procède à l'ensemble des dépenses et à leur facturation à l'usager. Elle peut faire appel à des prestataires extérieurs mais les rémunère directement dans le respect du code des marchés publics. Les dépenses à effectuer dans ce cadre sont soumises aux règles de la comptabilité publique (voir le décret n°2000-187 du 10 août 2000 portant règlement général sur la comptabilité publique) si elles sont en deçà des seuils fixés par le code des marchés publics. Ce qui suppose que l'activité est exercée par des agents salariés recrutés à titre permanent et faisant partie des effectifs réguliers de la personne publique porteuse du besoin (fonctionnaires ou agents publics contractuels de l'Etat exerçant de manière permanente au sein de ce service public). Dans ce cadre, l'exécution d'une activité en régie ne constitue pas un marché public. Mais dès lors qu'il y a lieu de faire intervenir un tiers à titre onéreux dans la réalisation de l'activité, on se trouve donc dans des cas de marché public ou de délégation de service public.

B- L'exécution en régie ou régie administrative et la mise en régie d'un marché public

L'exécution en régie d'une activité de service public se distingue de la mise en régie d'un marché public. Cette dernière n'apparaît très souvent que comme une sanction contre un entrepreneur défaillant tel que prévu à l'article 72 alinéa 3 du code des marchés publics et à l'article 49 du Cahier des Clauses Administratives Générales des travaux (CCA...)

En effet, l'article 72 alinéa 3 précité dispose que : « *Il ne peut être passé de marché de gré à gré que dans l'un des cas limitatifs suivants : (...) - dans les cas d'extrême urgence, pour les travaux, fourniture ou services que le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant* ». De même, l'article 49 du CCAG stipule « *A l'exception des cas prévus au paragraphe 2 de l'Article 16 ci-dessus, lorsque l'Entrepreneur ne se conforme pas aux dispositions du Marché ou aux ordres de service, le Chef de Projet le met en demeure d'y satisfaire, dans un délai déterminé, par une décision qui lui est notifiée par écrit. Ce délai, sauf en cas d'urgence, n'est pas inférieur à quinze (15) jours à compter de la date de notification de la mise en demeure. (...).* ».

Autrement dit, la mise en régie d'un marché public dans le cadre d'une sanction a pour objet de substituer provisoirement à un entrepreneur un régisseur (administration elle-même, un autre entrepreneur, ou même l'ancien entrepreneur) qui continue les travaux aux frais et risques du premier.

Cette procédure permet de ne pas interrompre les travaux, interruption qui peut être préjudiciable au bon fonctionnement du service. Dans ce sens, la mise en régie constitue une des sanctions administratives les plus graves contre la non-exécution ou la mauvaise exécution des marchés publics par les entrepreneurs. Elle précède donc la résiliation sans indemnité d'un marché public par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué. Il s'agit là de l'exercice des prérogatives de puissance publique, parmi tant d'autres, dont dispose l'administration dans la réalisation d'une mission de service public, c'est-à-dire d'intérêt général.

C- L'exécution en régie ou régie administrative et un marché public comportant des prestations à exécuter en régie.

Un marché peut comprendre des prestations exécutées en régie (art. 113 du code des marchés publics). Ainsi, lorsqu'un marché comporte des prestations exécutées en régie, celles-ci sont réalisées à la diligence et sous la responsabilité du maître d'ouvrage. Dans ce cas, le cahier des clauses administratives particulières doit indiquer la nature, le mode de décompte et la valeur des divers éléments qui concourent à la détermination du prix de règlement. Le montant des travaux en régie ne peut être supérieur à deux pour cent du montant toutes taxes comprises du marché.

En effet, les travaux sont exécutés en régie lorsque le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué requiert à titre exceptionnel de l'entrepreneur qu'il mette à sa disposition le personnel, les fournitures et le matériel pour l'exécution des travaux accessoires du marché. Les travaux sont réalisés sous la responsabilité du maître d'ouvrage ou du maître d'ouvrage délégué. Le montant est au maximum de 2% du montant du marché. C'est ce qui ressort de l'article 12.3 du Cahier des Clauses Administratives Générales des travaux (CCAG).

Cet article stipule : « Travaux en régie : 12.3.1 L'Entrepreneur doit, lorsqu'il en est requis par le Maître d'ouvrage ou Maître d'ouvrage délégué, mettre à la disposition de celui-ci le personnel, les fournitures et le matériel qui lui sont demandés pour l'exécution de travaux accessoires à ceux que prévoit le Marché. Pour ces travaux, dits "travaux en régie", l'Entrepreneur a droit au remboursement :

a) des salaires et des indemnités passibles des charges salariales qu'il a payés au personnel, majorés dans les conditions fixées par le CCAP pour couvrir les charges salariales, les frais généraux, impôts, taxes et bénéfices ;

b) des sommes qu'il a dépensées pour les autres prestations fournies, à savoir les indemnités non passibles des charges salariales payées au personnel, les fournitures et le matériel, ces sommes étant majorées dans les conditions fixées par le CCAP pour couvrir les frais généraux, impôts, taxes et bénéfices.

D. L'obligation pour l'Entrepreneur d'exécuter des travaux en régie cesse lorsque le montant total des droits à remboursement atteint un pourcentage du Montant du Marché fixé par les CCAP. ».

En définitive, il y a lieu de dire que la régie cesse dès qu'il y a intervention à titre onéreux d'un tiers, dans ce cadre, les dépenses de cette opération sont soumises au code des marchés publics ou au décret portant règlement général sur la comptabilité publique en fonction des seuils.

Les dépenses y afférentes doivent être prévues dans le plan de passation des marchés publics. Seulement, l'exécution en régie ne doit pas tendre à l'usage du "gré à gré" déguisé dans la mesure où le gré à gré n'intervient qu'exceptionnellement.

Lucien ELENGA

LE SYSTEME CONGOLAIS DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS CINQUANTE (50) ANS APRES L'INDEPENDANCE

Cinquante (50) ans après l'indépendance, le système congolais de passation des marchés publics est désormais placé sous le signe de la bonne gouvernance économique. Cet acquis est le résultat de la volonté irréversible du gouvernement, en général, et du Président de la République, Bâtitteur infatigable, son excellence Monsieur Denis SASSOU NGUESSO, en particulier, de moderniser et industrialiser le Congo, laquelle volonté est ainsi orientée vers le chemin du mieux-vivre et du mieux être de ses citoyens.

En effet, en pleine gestation depuis 2006, le système de passation des marchés publics de la République du Congo a été réformé en mai 2009, sous l'impulsion de la banque mondiale, à la suite de l'exercice d'évaluation de l'ancien système de passation des marchés publics. Cet exercice avait débouché sur un plan d'action consensuel entre l'Etat et ses partenaires (bailleurs de fonds, secteur privé et société civile) pour rendre le système de passation des marchés publics plus transparent et plus efficace, permettant d'atteindre l'efficacité de la dépense publique.

La mise en œuvre de ce plan d'action a été confiée à la Commission nationale de réforme du système de passation des marchés publics et au ministère du plan à travers le Projet de Renforcement des Capacités de Transparence et de Gouvernance (PRC-TG). C'est ainsi, que le Président de la République a pris, le 20 mai 2009, le décret n°2009-156 portant code des marchés publics, ainsi que beaucoup de textes d'application (du décret n°2009-157 au décret n°2009-162 et plusieurs arrêtés).

Ces textes réglementaires qui s'inspirent des standards internationaux de la passation des marchés publics notamment, la loi type CNUDCI de passation des marchés, l'Accord sur les Marchés Publics de l'OMC, les directives de la Banque mondiale et de la BAD en matière de passation des marchés publics portent à la fois sur le cadre juridique maté-

riel (I) et institutionnel(II) de la passation des marchés publics.

Au niveau du cadre juridique matériel

La réforme des marchés publics au Congo a pour vecteurs un texte majeur à savoir, le décret n° 2009-156 du 20 mai 2009 portant Code des marchés publics et les décrets d'application.

Le premier texte abroge, en son article 152, toutes dispositions antérieures contraires, notamment le décret n° 82/329 du 22 avril 1982 portant réglementation des marchés publics et le décret n° 89/375 du 31 mai 1989 modifiant le décret n° 82/329 du 22 avril 1982 portant réglementation des marchés publics, c'est-à-dire, du point de vue de leurs dispositions relatives à la passation des marchés publics et des contrats portant participation du cocontractant d'une personne publique à l'exécution d'un service public dans le but de les mettre en conformité avec les standards internationaux de passation des marchés publics.

Le Code des marchés publics crée l'Autorité de Régulation des marchés publics (ARMP) sous la forme d'Autorité Administrative Indépendante (AAI), administrée par un Conseil de Régulation composé des membres de l'Administration, du secteur privé et de la société civile.

Notons que le code des marchés publics congolais est inspiré de celui du Sénégal qui consacre aussi une séparation des pouvoirs de régulation et de contrôle des marchés publics, en conformité avec les directives UEMOA qui précisent que l'ARMP doit être distincte de l'autorité administrative chargée du contrôle a priori de la passation des marchés à savoir la Direction Centrale du Contrôle des marchés Publics (DCMP) ou de la direction Générale du Contrôle des marchés publics (DGCMP) pour le Congo.

Le code des marchés publics et le décret n°2009-157 du 20 mai 2009 portant attributions, organisa-

tion et fonctionnement de l'ARMP instituent aussi le principe de recours suspensif non juridictionnel devant être introduit éventuellement par les candidats et soumissionnaires s'estimant injustement évincés, avant la fin de la procédure de passation du marché ou de la délégation de service public. La réforme confère désormais au Code des marchés publics (CMP) et ses textes d'application le statut de document privilégié de référence pour l'achat public, ce qui supprime ipso facto les régimes dérogatoires antérieurs.

Les articles 22, 25, 28, 46, 86 et suivants du code des marchés publics posent des principes fondamentaux applicables aux procédures d'acquisitions publiques en vue d'assurer l'efficacité et la bonne utilisation des deniers publics. Il s'agit des obligations suivantes :

- la définition préalable de leurs besoins par ces acheteurs publics ;
- l'existence de crédits suffisants ;
- le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique ;
- l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures.

Le non respect de ces formalités entraîne la nullité de la procédure de passation ou du contrat passé, à la requête de toute personne intéressée au déroulement normal de la procédure.

Quant aux textes d'application, ils s'intègrent dans une logique visant à élargir le champ d'application matériel et organique de la passation des marchés publics.

Ainsi, les obligations de publicité et de mise en concurrence prescrites par le code des marchés publics s'appliquent non seulement aux marchés publics, mais également aux conventions de délégation de service public qu'entendent contracter les maîtres d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué à savoir : les affermage de service public, les concessions de service public et les régies intéressées.

Par ailleurs, la passation des conventions de maîtrise d'ouvrage déléguée avec les personnes morales de droit privé sont désormais soumises aux obligations de publicité et de mise en concurrence

dans des conditions similaires à celles des marchés de prestations intellectuelles.

En ce qui concerne le champ d'application organique du code des marchés publics, il est opposable aux personnes publiques suivantes lorsqu'elles effectuent leurs achats :

- a) l'Etat, les collectivités locales, y compris leurs services décentralisés et les organisations ou agences non dotées de la personnalité morale, placées sous leur autorité ;
- b) les établissements publics ;
- c) les agences ou organismes, personnes morales de droit public ou privé, autres que les établissements publics, sociétés nationales ou sociétés anonymes à participation publique majoritaire, dont l'activité est financée majoritairement par l'Etat ou une collectivité locale et s'exerce essentiellement dans le cadre d'activités d'intérêt général ;
- d) les sociétés nationales et les sociétés anonymes à participation publique majoritaire ;
- e) les associations formées par les personnes visées au paragraphe ci-dessus.

Il est loisible de constater que le champ d'application organique du nouveau CMP est assez extensif dans la mesure où il recherche à appréhender la plupart des hypothèses possibles.

Une telle étendue permettra assurément d'élargir le champ de la concurrence de la commande publique en soumettant aux obligations de publicité et de mise en concurrence prescrites par le code le plus d'entités possibles lorsqu'elles procèdent à leurs acquisitions.

Au plan institutionnel, les innovations sont importantes.

Le nouveau système a procédé à la création de trois organes : l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), la Direction Générale du Contrôle des marchés publics (DGCMP) et les Cellules de Gestion des Marchés Publics (CGMP).

Les attributions de l'ARMP, autorité administrative indépendante, dotée de l'autonomie financière, s'articulent autour du principe visant à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics, dévolues à la DGCMP, des fonctions de régulation lui permettant d'intervenir dans le domaine des marchés publics, aussi bien par une activité de conseil

et d'assistance dans l'élaboration des politiques ou des textes et documents standards, qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel, de l'audit et du règlement des conflits. Les instances d'administration de l'ARMP sont organisées autour de quatre organes : le Conseil de Régulation, le Comité de Règlement des Différends, le Comité d'Audits et d'Enquête, et la Direction Générale. Le Conseil de Régulation est un organe tripartite et paritaire composé de représentants de l'Administration Publique, du Secteur Privé et de la Société Civile à raison de 3 par organisation. Il constitue en quelque sorte le Conseil d'administration de l'ARMP.

Le Comité de Règlement des Différends a, quant à lui, deux fonctions distinctes à savoir :

- statuer sur les recours (Comité de règlement des différends),
- statuer en formation disciplinaire, être saisie des faits, irrégularités, infractions pouvant entraîner des exclusions de la liste des entreprises admises à concourir et sanctionner ces dernières sous la forme de pénalités pécuniaires (Commission Disciplinaire).

Le Comité d'Audits et Enquête est chargé de la réalisation des audits et enquêtes relatifs aux marchés publics et délégations de service public.

La Direction générale quant à elle, assure la gestion technique, administrative et financière. Bref, l'essor des autorités administratives indépendantes répond à une volonté de distinguer, à côté des administrations traditionnelles autrement appelées administration active, un organe doté de garanties d'indépendance particulières au sein du pouvoir exécutif, pour l'accomplissement de sa mission de contrôle et de régulation autrement appelée administration passive. Elle constitue ainsi une forme nouvelle de régulation sociale et économique par l'État à l'effet de laisser une plus grande place à la concurrence, à la transparence et à l'impartialité. La Direction Générale du contrôle des Marchés publics chargée du contrôle a priori des marchés publics a été créée par décret n° 2009- 159 du 20 mai 2009 au sein du Ministère de l'Economie et des Finances. Elle a pour mission principalement d'assurer le contrôle a priori des procédures de passation de marchés publics, d'émettre des avis sur les décisions concernant l'attribution des marchés et d'accorder, à la demande des autorités contractantes, les autorisations et dérogations nécessaires lorsqu'elles sont prévues par les textes en vigueur.

En outre, il a été institué par le nouveau code des marchés publics (article 11 § 10), le principe de la mise en place au niveau de chaque maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué d'une cellule de gestion des marchés publics chargée de mettre en œuvre les procédures de passation ou d'exécution des marchés publics ou délégations de service public.

En définitive, en laissant une plus grande place à la concurrence, à la transparence, à l'impartialité et à la gestion efficace et efficiente de la dépense publique, le Président de la République a hissé au plus haut niveau de la gouvernance économique le système de passation des marchés publics. Ainsi, après cinquante (50) ans d'indépendance, le Congo entre dans le concert "des grands" dans la gestion de la commande publique. Le chemin du mieux vivre et du mieux-être de ses citoyens est ainsi balisé.

Vive le Congo après cinquante (50) ans d'indépendance !

Lucien ELENGA

*A l'occasion de la fête du Cinquantenaire de
l'Indépendance du Congo, la Direction Générale de
l'Autorité de Régulation des Marchés publics, souhaite
Bonne fête à tous ...*

LE MINISTÈRE DE LA CONSTRUCTION, DE L'URBANISME ET DE L'HABITAT : MAÎTRE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉ OU MAÎTRE D'ŒUVRE ?

En principe, lorsque le maître d'ouvrage ne possède pas l'expérience ; métier nécessaire au pilotage du projet, il peut faire appel à une maîtrise d'ouvrage déléguée. Le maître d'ouvrage délégué est chargé de faire l'interface entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage afin d'aider ce dernier à définir clairement ses besoins et de vérifier auprès du maître d'œuvre si l'objectif est techniquement réalisable.

Seulement, le décret n°2010-35 du 28 janvier 2010 relatif aux attributions du ministère de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat confère à ce dernier la maîtrise d'ouvrage entière ou déléguée dans les domaines de la construction et du logement alors que le nouveau Code des marchés publics en son article 11 § 4 fait de la Délégation Générale des Grands Travaux maître d'ouvrage délégué par excellence suivant les seuils de passation.

Le maître d'ouvrage délégué ne se substitue pas pour autant à la maîtrise d'ouvrage et n'a donc pas de responsabilité directe avec le maître d'œuvre.

Dès lors, il est impérieux de clarifier les notions de maîtrise d'ouvrage délégué et de maîtrise d'œuvre.

I- La notion de maîtrise d'ouvrage déléguée :

L'article 2 du code des marchés publics définit le maître d'ouvrage délégué comme un organe ou une personne mandatée par le maître d'ouvrage pour conclure, au nom et pour son compte, le contrat de marché public ou de délégation de service public.

En d'autres termes, le maître d'ouvrage délégué est le mandataire bénéficiaire d'un mandat spécial (limitatif) qui agira au nom, et pour le compte du maître d'ouvrage, et le représentera à l'égard des tiers jusqu'à l'achèvement de sa mission.

La question de maîtrise d'ouvrage déléguée est d'ailleurs réglée par l'article 11 § 3 du Code des

marchés qui prévoit que le maître d'ouvrage peut dans la limite du programme et de l'enveloppe financière confier à un maître d'ouvrage délégué l'exercice pour son nom et son compte, tout ou partie de ses attributions de la maîtrise d'ouvrage. Ce maître d'ouvrage peut être une personne morale de droit privé.

Toutefois, cette latitude qui est donnée au maître d'ouvrage de déléguer tout ou partie de ses attributions de maîtrise d'ouvrage, même à une personne morale de droit privé n'est possible que dans le cas des marchés inférieurs aux seuils de passation des marchés.

C'est dire que le critère de délégation de maîtrise d'ouvrage et le choix du maître d'ouvrage délégué consacré dans le Code des marchés Publics est celui des seuils de passation des marchés publics fixés par le décret n°2009-162 du 20 mai 2009 fixant les seuils de passation de contrôle d'approbation des marchés publics.

Il résulte que, la nature du marché ne devient qu'un complément déterminant le choix de tel ou tel autre maître d'ouvrage délégué lorsqu'il s'agit des marchés en dessous de 250 000 000 FCFA. Au-delà des 250 000 000, c'est la Délégation Générale qui d'office devient maître d'ouvrage délégué.

Ainsi, le décret n°2010-35 du 28 janvier 2010 portant attributions du ministère de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat confère à ce ministère la maîtrise d'ouvrage entière ou déléguée de l'Etat dans les domaines de sa compétence.

Cependant, cette délégation de maîtrise d'ouvrage ne spécifie pas le seuil pour lequel elle est opérationnelle alors que le décret sur les seuils de passation consacre la Délégation Générale des Grands Travaux maître d'ouvrage délégué pour tout marché, peu importe sa nature, pourvu qu'il soit supérieur ou égal à 250 000 000 FCFA.

Revient-il à considérer le ministère de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat comme maître d'ouvrage délégué pour les marchés inférieurs à 250 000 000 FCFA et au-delà, la Délégation Générale des Grands Travaux dans les domaines de la construction, de l'urbanisme et de l'habitat?

Si c'est le cas, cela aura pour effet de réduire le champ d'action du ministère de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat alors qu'il existe en son sein des ressources nécessaires capables de mener à bien cette mission.

C'est pourquoi, dans le souci de le rendre libre de toute action et empêcher toute interaction avec la Délégation Générale des Grands Travaux, il serait plus utile et profitable de l'utiliser ou d'en faire un maître d'œuvre complet dans les domaines de la construction, de l'urbanisme, de l'habitat et du logement. En effet, lorsqu'une analyse est faite sur ses attributions, on se rend compte que c'est à ce rôle ou à cette mission qu'il répond.

Mais, qu'est-ce que la maîtrise d'œuvre ?

II La notion de maîtrise d'œuvre :

Selon l'esprit du code elle est définie comme une personne physique ou morale de droit public ou de droit privé chargée par le maître d'ouvrage ou le maître d'ouvrage délégué d'assurer la représentation et la défense de ses intérêts au stade de la définition, de l'élaboration, de l'exécution et de la réception des prestations, objet du marché.

En d'autres termes, il est le conseiller technique du maître d'ouvrage.

Il peut encore être entendu comme une entité retenue par le maître d'ouvrage pour réaliser l'ouvrage, dans les conditions de délais, de qualité et de coût fixées par ce dernier conformément au contrat. Le maître d'œuvre est donc responsable des choix techniques inhérents à la réalisation de l'ouvrage conformément aux exigences du maître d'ouvrage. Le maître d'œuvre a ainsi la responsabilité dans le cadre de sa mis-

sion de désigner une personne physique chargée du bon déroulement du projet (on parle généralement de maîtrise du projet) ; il s'agit du chef de projet.

Le maître d'œuvre est la personne ou l'entité chargée par le maître d'ouvrage de concevoir le bâtiment à construire ou à rénover selon le programme fourni par le maître d'ouvrage, de diriger l'exécution des marchés de travaux, de proposer le règlement des travaux et leur réception.

Ainsi distingue-t-on deux sortes de maîtrise d'œuvre : la maîtrise d'œuvre complète et la maîtrise d'œuvre partielle.

On parle de maîtrise d'œuvre complète, lorsque le maître d'œuvre assume les missions de bases et les missions complémentaires:

Les missions de bases sont : les études de diagnostic (pour le cas de travaux sur un bâtiment existant), les études d'esquisse, les études d'avant projet (les études d'avant-projet sommaire, les études d'avant-projet définitif), les études de projet, l'assistance pour la passation des marchés de travaux, l'assistance apportée au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et la direction de l'exécution du ou des marchés de travaux;

les missions complémentaires : les études d'exécution et les missions d'ordonnancement, de coordination et de pilotage du chantier.

C'est le maître d'œuvre qui répond au programme fonctionnel fixé par le maître d'ouvrage.

Véritable bras droit du maître d'ouvrage, il lui propose une solution technique et esthétique qui permet de réaliser ce programme, dans l'enveloppe budgétaire et les délais qui lui sont assignés.

De ce qui précède, il ressort que les attributions du Ministère de la construction de l'urbanisme et de l'habitat s'apparentent à celles d'un maître d'œuvre qu'à celles d'un maître d'ouvrage délégué.

N.B : Cet article est l'expression d'une analyse et opinion personnelle.

Harold KOUKA

TRAVAUX DE LA FÊTE DE L'INDEPENDANCE NATIONALE : OPTIMISATION OU DEROGATION DU CODE DES MARCHES PUBLICS ?

Sous l'empire de l'ancienne réglementation des marchés publics fixée par le décret n°82-329 du 22 avril 1982, les procédures de passation des marchés publics n'étaient pas respectées et le « gré à gré » avait été érigé en règle d'or de la passation au détriment de l'appel d'offres, aujourd'hui la règle. Justifiant que les marchés publics sont pour la plupart acquittés en faisant appel aux finances publiques, c'est-à-dire aux deniers du contribuable, de la collectivité, la nécessité de prescrire un ensemble de nouvelles règles garantissant de la bonne utilisation de ces deniers avait été souhaitée.

Le code des marchés publics issu du décret n°2009-156 du 20 mai 2009 régit cet ensemble des règles d'attribution des commandes des administrations et des collectivités.

Il repose sur un ensemble de principes anciens, simples et absolus : la liberté d'accès aux marchés publics, l'égalité de traitement des candidats et le contrôle de l'usage des deniers publics. Dans cette nouvelle réglementation l'appel d'offres est la règle et le recours à d'autres procédures de passation, une exception. Le maître d'ouvrage, pour recourir à ces dernières est appelé à respecter un certain nombre de conditions.

Ainsi, mettant à profit les exceptions aux procédures de passation des marchés publics, la cellule de gestion des marchés publics de la délégation des grands travaux a mis en exergue le critère d'urgence comme déterminant de passation des marchés prévus à cet effet.

Le présent article met en lumière la notion d'urgence dans la commande publique et vérifie si elle peut constituer un critère d'optimisation ou de dérogation du code des marchés publics.

Nous examinerons la notion d'urgence avant de faire suivre par sa compatibilité avec les travaux de la cellule de gestion des marchés publics de la délégation générale des grands travaux.

L'urgence constitue la condition juridique fixée par le code des marchés publics pour qu'un projet soit réalisé respectivement par appel d'offres restreint et par gré à gré (articles 37 et 71 du CMP). L'appel d'offres restreint et le gré à gré constituent en effet un montage dérogatoire au droit commun de la commande publique et nécessitent un encadrement juridique strict pour éviter les pervers tant décriés dans l'ancienne réglementation.

L'urgence doit donner lieu à des démonstrations et non à de simples affirmations !

La notion d'urgence est employée dans le code des marchés publics, pour justifier le recours à des procédures dérogatoires.

La jurisprudence française définit l'urgence comme ce qui « résulte objectivement, dans un secteur ou une zone géographique déterminés, de la nécessité de rattraper un retard particulièrement grave affectant la réalisation d'équipements collectifs ».

L'urgence ainsi définie ne se limite pas a priori aux seules situations imprévisibles et extérieures à la puissance publique. L'urgence ne

semble pas exclure la carence de la personne publique car lorsqu'on examine les raisons expliquant un retard préjudiciable à l'intérêt général dans la réalisation d'équipements collectifs, on y trouve très souvent une carence de la collectivité publique, sauf cas exceptionnel ou de force majeure (accident, catastrophe naturelle, ...). Une interprétation aussi restrictive viderait de tout effet utile la notion d'urgence, ce qui n'était pas l'intention du pouvoir réglementaire.

Dans ces conditions, les autorisations accordées par la DGCMPT trouveraient leur explication puisque justifier par la nécessité de la défaillance des structures à titre d'exemple le caractère d'urgence.

A titre d'exemple, le caractère d'urgence pourrait être démontré s'agissant des rénovations ou d'élargissements des routes (couloir, marché plateau,...), si des accidents particulièrement élevés ou une situation de congestion préjudiciable au bon fonctionnement du réseau routier résultant d'une insuffisance d'investissements étaient identifiées, car cela pourrait permettre de caractériser cette gravité dans l'insuffisance des équipements.

Un autre exemple de situation d'urgence est celui de l'émergence de besoins collectifs faisant suite à des événements peu ou pas prévisibles et nécessitant la réalisation rapide d'équipements publics.

Les arguments fondés sur la sécurité défaillante, le vieillissement préjudiciable de certains ouvrages, ou



'a n'cessit' "une mise en conformité lourde d'un équipement public pourraient aussi constituer des arguments de nature à appuyer l'urgence, dès lors qu'ils donnent lieu à une démonstration, et non à de simples affirmations.

Dans la plupart des cas, l'urgence se justifie par son imprévisibilité !

L'article 72-I du code des marchés publics permet de passer des marchés par entente directe sans publicité préalable et sans mise en concurrence, en cas « d'extrême d'urgence » ou en cas « d'urgence impérieuse motivée par des circonstances de force majeure ne permettant pas de respecter les délais prévus dans l'appel d'offres... ».

Cette procédure permet de se dispenser :

De publicité et de mise en concurrence ;

De la préparation des documents d'un marché, lorsqu'elle est incompatible, avec l'urgence impérieuse :

dans ce cas, un simple échange de lettres suffit ;

De la notification aux candidats retenus du rejet de leur candidature. Il existe dans le code deux formes d'urgence :

L'urgence simple pour raccourcir les délais de consultation. En effet, lorsque le maître d'ouvrage est dans l'incapacité de respecter les délais, il peut les raccourcir pour permettre l'exécution plus rapide d'un projet.

Le délai de réception des candidatures fixé à trente(30) jours, peut être ramené à vingt (20) jours en cas d'urgence dans la mesure où ce délai ne saurait jamais être réduit en appel d'offres ouvert.

L'urgence impérieuse ou extrême, qui permet de recourir à d'autres formes de passation des marchés. Elle fait l'objet d'une interprétation stricte car elle implique l'existence de circonstances objectives (l'urgence ne doit pas résulter du fait de la personne publique).

Le recours aux articles 71 et suivants du code des marchés publics est conditionné au respect de quatre(4) conditions cumulatives :

Une urgence impérieuse,

Des circonstances imprévisibles (« événements imprévisibles »),

Une extériorité par rapport au maître d'ouvrage ou au maître d'ouvrage délégué,

Une incompatibilité avec les délais exigés par les procédures d'appel d'offres ou de marchés négociés avec publicité et mise en concurrence préalable du fait de l'urgence impérieuse.

La visibilité des actions menées dans les délais relativement courts justifie l'urgence mis en exergue par la Délégation Générale de Grands Travaux (DGGT) en passant certains marchés de gré à gré pour la fête du cinquantenaire et permet ainsi d'optimiser le code des marchés publics.

Il convient toutefois que la personne publique (maître d'ouvrage ou maître d'ouvrage délégué) démontre l'urgence en établissant que le retard dans les investissements préjudicie gravement à l'intérêt public et que le recours au marché de gré à gré justifie la nécessité de répondre à des besoins collectifs connus mais ignorés ou négligés.

André Franck OKOUO

OUVERTURE DES PLIS AU MINISTRE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS SE DEROULE DANS LE RESPECT DU NOUVEAU CODE DES MARCHES PUBLICS

Pour pérenniser la nouvelle culture de passation des marchés publics, il s'est tenu ce 27 juillet 2010 au Ministère de la recherche scientifique une séance d'ouverture des offres. Il faut signaler que c'est conformément aux avis d'appels d'offres n°009, 010, 011 du bulletin officiel d'annonces des marchés publics de l'ARMP que celle-ci a eu lieu. Au total 15 dossiers ont été achetés et 15 soumissions déposés : elles concernaient les marchés suivants :

- Marché d'acquisition des équipements techniques de laboratoire ; 5 sociétés ont postulé :

African Lux
AGT sarl
ALCA service
SOGETX
IRMA

-Marché d'acquisition des moyens roulant pour le ministère ; 5 sociétés ont soumissionné :

-CFAO Congo
-KOST-MART Congo
-African Lux

-Sogetex sarl
AGT sarl

- Marché d'équipement du laboratoire CRHM de Mossaka ; 3 sociétés ont postulé :

- African Lux
- Alca service
- Sogetex sarl

- Marché d'acquisition des moyens nautiques pour le CRHM de mossaka; 2 sociétés ont soumissionné :

-Babylone club
-Herby service

-Marché des prestations intellectuelles sur l'IRSEN et technopole de Pointe-Noire; 3 sociétés ont soumissionné :

-A.I.C
-Claude service
- Nathalie Technique Congo

A la fin de la cérémonie, les offres ont été confiées à la sous-commission d'analyse des offres pour évaluation et proposition d'attribution provisoire, et ce dans le strict respect du nouveau code des marchés publics.

Arnauld NGATSE ANGA



LES STATISTIQUES DES MARCHÉS PUBLICS ET L'APPROCHE BUDGÉTAIRE

L'effervescence dans la préparation et la présentation des conférences budgétaires sectorielles du budget de l'Etat annonce et traduit dans les faits l'approche de la fin d'un exercice budgétaire et le début imminent d'un autre. Les prévisions budgétaires doivent désormais être faites en tenant compte des difficultés qu'endurent les Maîtres d'ouvrages et Maîtres d'ouvrage délégués à travers leurs Cellules de Gestion des Marchés Publics (CGMP). Ces difficultés sont dues tout simplement à l'absence quasi-totale des spécifications techniques et/ou caractéristiques techniques qui sont à la base d'un bon processus de passation des marchés (élaboration des fiches de marchés ; plan de passation des marchés ; mise au point des dossiers d'appel d'offres ; publication des offres ; ouverture des plis ; analyse des offres ; attribution et notification du marché et suivi/évaluation du marché).

Lorsque les prévisions budgétaires en matière d'inscription des projets se font sans aucune étude de faisabilité ou tout simplement un avant-projet d'exécution ou détaillé, comme c'est le cas du budget 2010, il est certain que le processus de passation des marchés publics connaisse un coup sérieux au point de faire croire, au commun des mortels, que c'est du fait des pesanteurs inhérentes à l'application du nouveau système de passation des marchés publics.

Les CGMP dans l'ensemble sont de nos jours tributaires d'un héritage fâcheux, tel qu'indiqué ci-dessus, qui les bloque dans la mise en œuvre effective du processus de passation des marchés. Combiné au vieux réflexe d'un certain nombre de Maîtres d'ouvrage qui s'arc-boutent en voulant prioriser le gré à gré, qui ne représente que l'ultime exception aux principes de ce nouveau système, les contradictions nées de cet état de fait sont aussi imputables au retard jusqu'à observé.

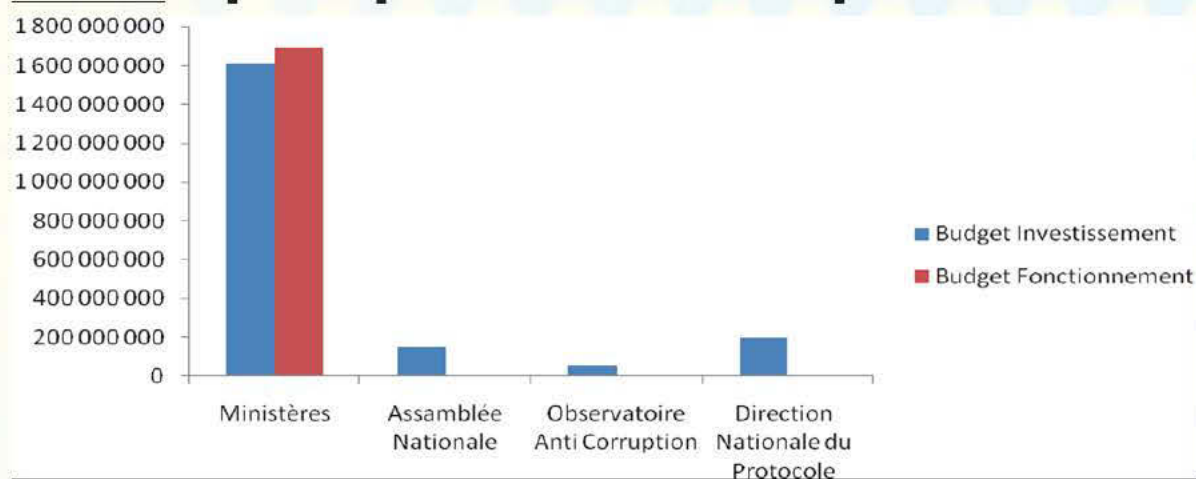
Les statistiques et illustrations qui suivent, à travers les tableaux et graphiques corroborent ce qui peut apparaître comme des affirmations gratuites voire une analyse légère alors qu'il s'agit ici de la réalité des faits.

Ainsi, on a : 24 marchés approuvés par le Ministre des Finances selon le seuil d'approbation des marchés publics de janvier en juin 2010 où dans la majorité de cas, le gré à gré a été le principal mode de passation ; 118 marchés pour 22 publications, toute catégorie confondue, sur l'ensemble du territoire congolais ; 993 marchés annoncés à travers les avis généraux de passation des marchés publics portant sur 229 de travaux, 349 de fournitures, 44 d'autres prestations de services et 241 de prestations intellectuelles.

Tableau 1: Répartition par mois et nature d'imputation des marchés approuvés

Période approbation	Budget Investissement		Budget Fonctionnement		Total
	Nombre	Valeur	Nombre	Valeur	
Janvier	2	217 000 000	0	0	217 000 000
Février	4	391 479 261	0	0	391 479 261
Mars	1	34 000 000	0	0	34 000 000
Avril	2	704 325 328	0	0	704 325 328
Mai	0	0	0	0	0
Juin	7	668 355 404	8	1 691 234 011	2 359 589 415
Total	16	2 015 159 993	8	1011	3 706 394 004

Source: Direction des Statistiques et de la Documentation ARMP

Tableau 2: Répartition par structures et nature d'imputation des marchés approuvés

Structures	Budget Investissement	Budget Fonctionnement	Total
Ministères	1 606 472 993	1 691 234 011	3 297 707 004
Assemblée Nationale	150 000 000	0	150 000 000
Observatoire Anti Corruption	60 000 000	0	60 000 000
Direction Nationale du Protocole	198 687 000	0	198 687 000
Total	2 015 159 993	1 691 234 011	3 706 394 004

Source: Direction des Statistiques et de la Documentation ARMP

Graphique 1: Illustration de la Répartition par structures et nature d'imputation des marchés approuvés

Source: Direction des Statistiques et de la Documentation ARMP

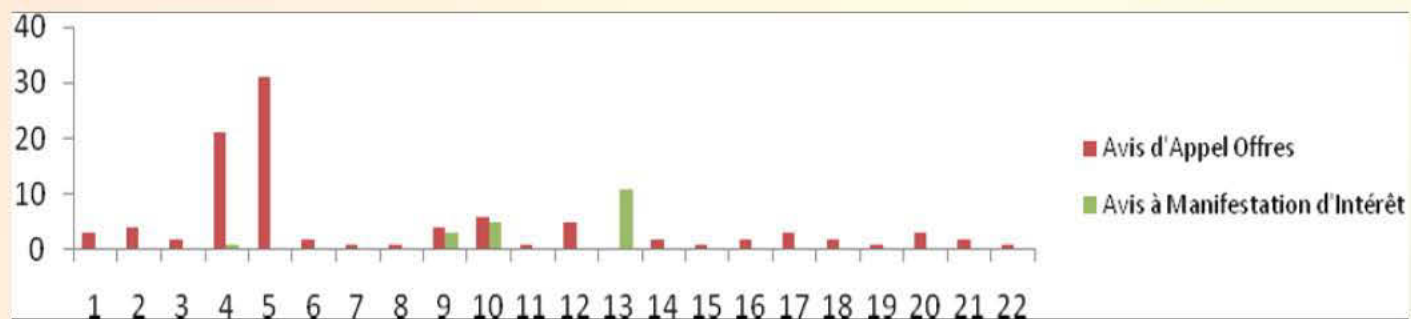
Tableau 3: Structures ayant créé leur CGCMP et publié des avis généraux de passation des marchés publics

Source: Direction des Statistiques et de la Documentation de l'ARMP

N°	Désignation	Type de Marchés					%
		Travaux	Fournitures	Autres Prestations	Prestations intellectuelles	Total	
1	Ministères	289	318	44	237	888	95,18
2	Etablissements publics	6	7	0	1	14	1,50
3	Collectivités locales	0	0	0	0	0	0,00
4	Autres institutions de la République	4	22	0	3	29	3,11
5	Structures rattachées à la Présidence de la République	0	2	0	0	2	0,21
Total		299	349	44	241	933	100,00
%		32,05	37,41	4,72	25,83	100,00	

Tableau 4 : Structures ayant publié des avis d'appel d'offres des marchés publics à l'ARMP dans le bulletin d'annonces des marchés publics 000 au 017, par ordre

N°	Structures	Nombre		Total
		Avis d'Appel d'Offres	Avis à Manifestation d'Intérêt	
1	Comité d'Organisation du Cinquantenaire de l'Indépendance de la République du Congo	5	2	7
2	Secrétariat Général du Gouvernement	4	0	4
3	Inspection Générale d'Etat	2	0	2
4	Délégation Générale des Grands Travaux	21	1	22
5	Ministère de la Santé et de la Population	31	0	31
6	Ministère des Affaires Sociales	2	0	2
7	Ministère des Mines et de la Géologie	1	0	1
8	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	1	0	1
9	Ministère des Petites, Moyennes Entreprises et de l'Artisanat	4	3	7
10	Ministère de la Recherche Scientifique	6	5	11
11	Ministère de la Culture et des Arts	1	0	1
12	Ministère des Sports et de l'Education Physique	5	0	5
13	Ministère du Commerce et des Approvisionnements	0	11	11
14	Ministère des Zones Economiques Spéciales	2	0	2
15	Ministère de la Construction et de l'Habitat	1	0	1
16	Ministère de la Pêche et de l'aquaculture	2	0	2
17	Conseil Economique et Social	3	0	3
18	Centre National d'Inventaire et d'Aménagement des Ressources Forestières et Fauniques	2	0	2
19	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération	1	0	1
20	Ministère des Transports, de l'Aviation Civile et de la Marine Marchande	3	0	3
21	Ministère du Développement Industriel et de la Promotion du Secteur Privé	2	0	2
22	Commission Nationale des Droits de l'Homme	1	0	1
Total		98	20	118



Source: Direction des Statistiques et de la Documentation ARMP



Vous pouvez vous abonner à la revue des MARCHÉS PUBLICS

Bulletin d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à l'ARMP,
avenue Alfred Fournaux Plateau-Ville ex.Trésor
Tél.: 681 51 11

Nom _____ Prénom _____ Société ou Organisme _____

Tél.: _____ E-mail _____ Adresse _____

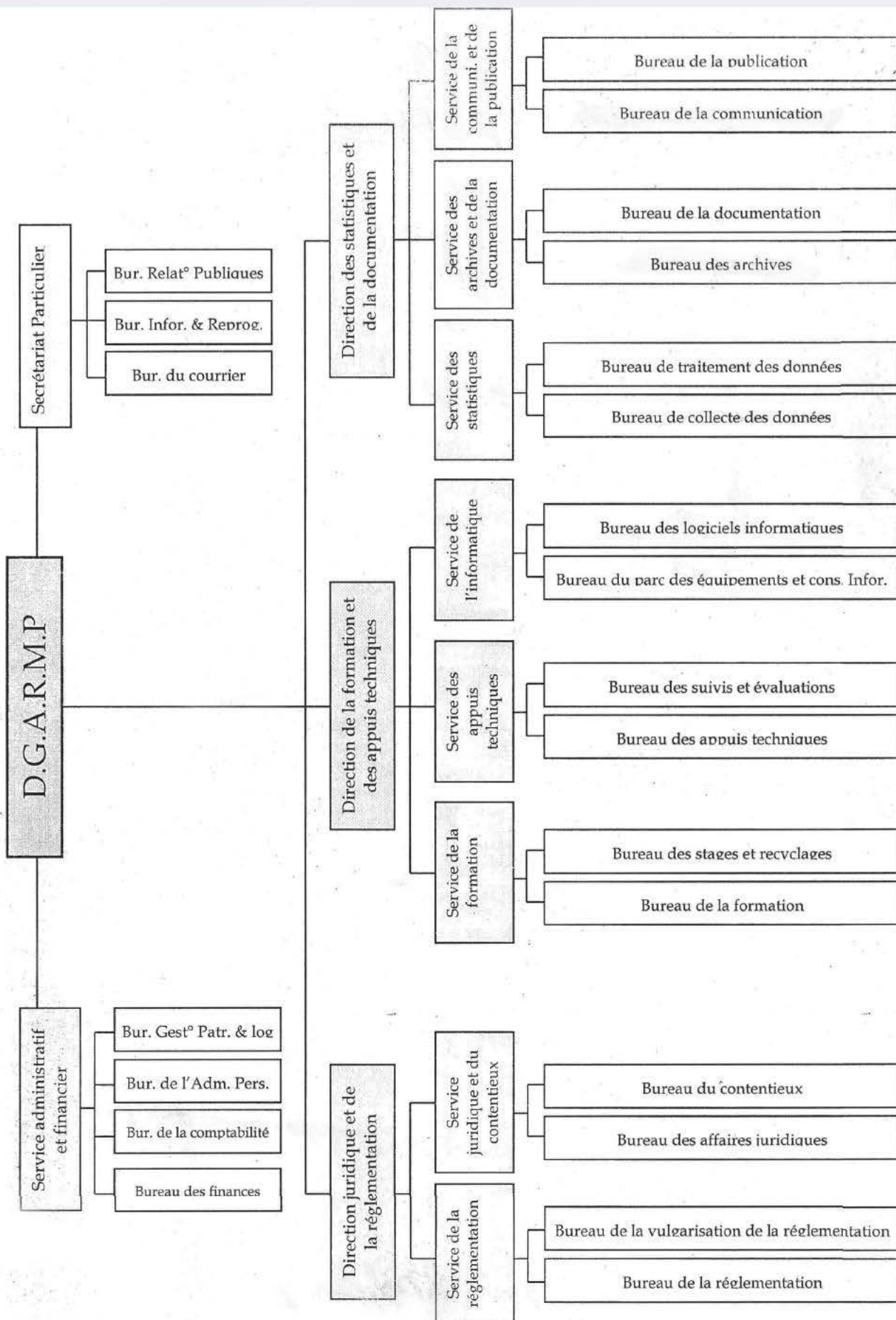
► 6 mois 6 numéros 4.200 ou 6.000 FCFA



► 1 an 12 numéros 8.400 au lieu de 12.000 FCFA



ORGANIGRAMME DE LA DIRECTION GENERALE DE L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS





Groupe pétrolier dont la mission est de contribuer à la gestion et la valorisation du patrimoine pétrolier congolais, la Société Nationale des Pétroles du Congo est un établissement public à caractère industriel et commercial. Doté d'une personnalité morale et d'une autonomie financière, son capital est de 81.334.654.844 de Francs CFA.

La SNPC participe à l'exploration et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures du Congo en partenariat avec des compagnies internationales.

Monsieur Denis Auguste Marie GOKANA est le Président Directeur Général du Groupe SNPC depuis le 18 janvier 2005.

La SNPC a pour ambition d'asseoir en son sein une expertise dans la chaîne de l'industrie pétrolière.

Notre vision est de faire de la Société Nationale des Pétroles du Congo une société productrice de pétrole à part entière afin de développer et de maintenir un pôle industriel pétrolier proactif.

Porter l'énergie de l'avenir.

Tour SNPC, Avenue Paul Doumer
Boîte postale : 188 Brazzaville
République du Congo
Téléphone : (+242) 281 09 64
Fax : (+242) 281 04 92
Site web : www.snpc-group.com